

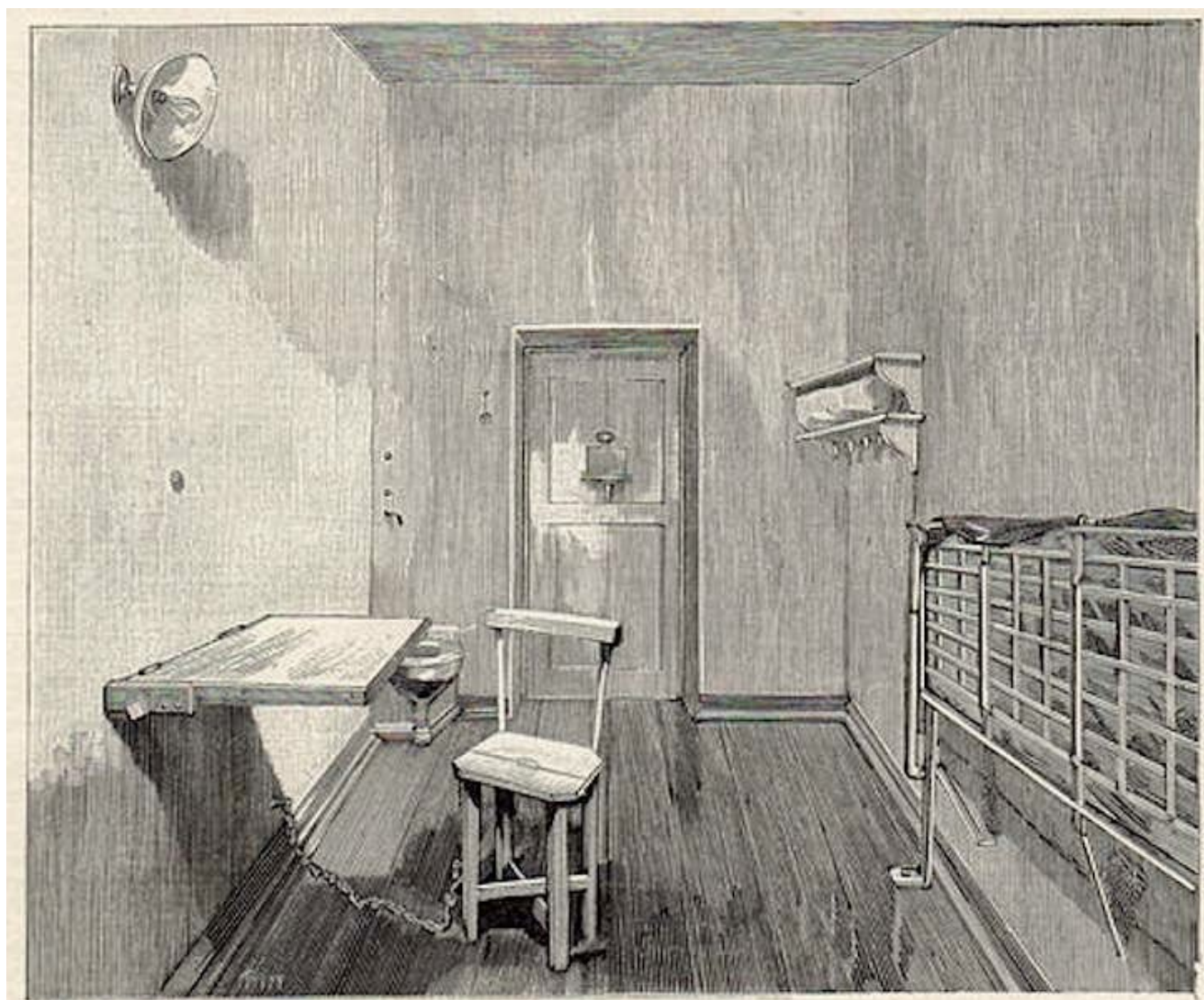
MURMURE

Numéro 6 – Août 2024

Murmure est un bulletin apériodique et gratuit.

Ce papier cherche à diffuser des informations sur les résistances contre la taule, dedans comme dehors, et à servir de support à celles et ceux qui luttent contre l'existence de cette horreur appelée prison, dans une perspective anarchiste.

Jusqu'au numéro 5, Murmure était diffusé uniquement en version papier, de la main à la main, dans des infokiosks ou des tables de presse. Il est maintenant possible de le trouver sur internet et de l'imprimer soi-même.



Prison de Fresnes, gravure.

Pour commencer ...

14 mai 2024. Deux matons meurent dans l'attaque d'un convoi pénitentiaire. Le prisonnier s'échappe, les murs s'effritent. Vite, vite, policier.e-s, journalistes, expert.e-s, ministres, accourent. Puis des syndicalistes qui ne connaissent pas le deuil, mais savent tirer partie d'un événement, mettent sur la table leurs revendications et organisent la mobilisation. Plusieurs jours durant, partout en France, les entrées des taules sont occupées par des maton.e-s et des palettes qui brûlent : les détenu.e-s doivent payer l'affront causé à la Pénitenciaire. Il n'y aura pas de parloirs, pas d'UVF, pas de promenades, pas de douches, pas d'activités... Punition collective organisée par Force Ouvrière, la Confédération Générale du Travail, UFAP-UNSa et consorts. Durant ces quelques jours, deux détenu.e-s meurent à la prison de Seysses. Ceux qui se révoltent contre les blocages reçoivent la visite des ERIS, les équipes régionales d'intervention et de sécurité, qui jouissent d'une impunité totale.

Pour les syndicats, il ne faudra pas batailler dur pour obtenir du gouvernement les mesures attendues : nouveaux véhicules blindés et banalisés pour les transferts de détenu.e-s, gilets pare-balles lourds et armes automatiques, développement des brouilleurs d'ondes et des systèmes anti-drones dans de nouvelles prisons, accentuation des fouilles au retour des parloirs et davantage de fouilles de cellules, recours aux dispositifs de visioconférence pour limiter les « extractions » judiciaires et médicales... tout cela est retenu dans un accord signé le 13 juin avec le ministère de la justice, qui devrait être intégré au projet de la loi sur « le grand banditisme et le narcotrafic » prévu à l'automne 2024 par le ministre Dupont-Moretti.

Depuis, le flot de l'information est passé par là, une actualité en a chassé une autre et on n'entend moins causer des taules et des évasions. Faut dire, Mohamed Amra, le fugitif d'Incarville, aussi appelé *La Mouche*, vole toujours de ses propres ailes après plus de 3 mois de cavale : ça la fout mal pour la police et pour l'autorité de l'État que politicien-ne-s de tous bords entendent restaurer. Car des évasions, il y en a eu d'autres en mai. Le 10, ce sont sept prisonniers qui s'enfuient du Centre de Rétention Administrative de Lille-Lesquin, et le lendemain, dix autres se font la belle depuis le CRA de Sète !



Le nombre de personnes enfermées en France bat chaque mois un nouveau record, tandis que les conditions de détention se durcissent. L'extrême-droite utilise avec succès la stratégie du bouc-émissaire, en mobilisant ses relais médiatiques et politiques, pour une société toujours plus inégalitaire et autoritaire. Dans celle-ci, le prisonnier est une figure repoussoir, un être réifié sur lequel le citoyen peut déverser toute sa haine. Une tendance mortifère à la suppression de l'Autre se renforce. L'enfermement et les meurtres policiers ici, les bombes sur les gazaouis, les naufrages de migrant.e-s de la Mauritanie à la Manche. Autant de massacres qui n'émeuvent plus, ou si peu.

Dans ce brouillard, il y a malgré tout des actes libérateurs éclairants, des élans de liberté qui réchauffent les cœurs. Il y a mille manières de s'évader. Bonne lecture !

... dans ce numéro

[Affiche] Nous sommes contre la prison

Italie : Feu à toutes les prisons !

FUOCO A TUTTE LE GALERE

Résistances, solidarités et actions contre la prison

A chaque taule ses concepteurs

[Affiche] “ Saquemos al compañero Francisco Solar del aislamiento ”

(depuis le Chili) Sortons le camarade Francisco Solar de l'isolement !

Lectures ...

**du 23 au 30 août : Semaine internationale de solidarité avec les
prisonnier·e·s anarchistes**



Nous sommes contre la prison

NOUS SOMMES CONTRE LA PRISON

PARCE QU'ELLE EST NEE ET S'EST DEVELOPPEE
POUR DEFENDRE LES PRIVILEGES DES RICHES ET DES PUISSANTS

NOUS SOMMES CONTRE LA PRISON PARCE QU'ELLE EST UNE MENACE AU DESSUS
DE TOUTES LES TETES QUI SORTENT DU RANG, POUR LES FORCER A ACCEPTER LES
REGLES D'UN JEU QU'ELLES N'ONT PAS CHOISI

NOUS SOMMES CONTRE LA PRISON PARCE QUE LE SENS DE JUSTICE ET D'EQUITE
NE SERONT JAMAIS CONTENUS DANS AUCUN CODE PENAL

NOUS SOMMES CONTRE LA PRISON PARCE QUE LES REGLES DE CETTE SOCIETE
SONT BASEES SUR LE FRIC ET LA COMPETITION ET QUE NOUS VOULONS UN MONDE
BASE SUR LA SOLIDARITE ET LA LIBERTE, UN MONDE DANS LEQUEL LES ACCORDS
RECIPROQUES SONT LES FONDEMENTS DU VIVRE ENSEMBLE

NOUS SOMMES CONTRE LA PRISON PARCE QUE RIEN DE BON N'A JAMAIS GRANDI
SUR LA PUNITION ET LA SOUMISSION

NOUS SOMMES CONTRE LA PRISON PARCE QUE LES POURRIS SONT CEUX QUI EN
DETIENNENT LES CLES

NOUS SOMMES CONTRE LA PRISON PARCE QU'ELLE NOUS A ARRACHE TROP
DE JOURS, DE MOIS, D'ANNEES OU D'AMIE.S, D'INCONNU.E.S, DE COMPAGNON.NE.S

NOUS SOMMES CONTRE LA PRISON PARCE QUE LE BRUIT DE LA CLEF DANS
LA SERRURE D'UNE CELLULE EST UNE TORTURE QUOTIDIENNE, L'ISOLEMENT UNE
ABOMINATION, LA FIN DE LA VISITE UNE SOUFFRANCE, LE TEMPS ENFERME UN
SABLIER QUI TUE A PETIT FEUX

NOUS SOMMES CONTRE LA PRISON PARCE QUE NOUS VOULONS CHANGER
RADICALEMENT CETTE SOCIETE, PAS NOUS INTEGRER PACIFIQUEMENT DANS SES
METROPOLES, SES QUARTIERS D'AFFAIRES SECURISES, SES PLACES ASEPTISEES
ET SES SUPERMARCHES

NOUS SOMMES CONTRE LA PRISON PARCE QU'UNE SOCIETE QUI A BESOIN
D'ENFERMER ET D'HUMILIER EST ELLE-MEME UNE PRISON

Italie : feu à toutes les prisons ! FUOCO A TUTTE LE GALERE

Dans les prisons italiennes, les derniers mois ont été animés par des révoltes à répétition, réprimées durement par l'administration pénitentiaire et le gouvernement néo-fasciste. Le nombre de « suicides » est en net augmentation, tout comme le nombre de personnes enfermées (61 400 pour les seules prisons) dans des conditions sans cesse aggravées. Ces révoltes s'inscrivent dans une dynamique plus générale d'agitation dans et autour les prisons italiennes depuis des années, des CPR (prisons pour étranger·e·s) aux centres pénitentiaires (dans le premier numéro de Murmure étaient par exemple évoqués les incendies au CPR de Turin en février 2023 et la fermeture de cette taule presque entièrement détruite). De nouveau, les révoltes ont pris la forme du feu et ont éclatées très largement, prenant de court les autorités du pays qui viennent de voter en urgence un nouveau décret pénitentiaire.

J'essaierai dans ce texte de revenir sur les dernières révoltes en date, en utilisant les informations glanées en ligne, dans des réseaux sociaux, des sites internet amis, ou dans la presse bourgeoise. Comme souvent, les informations sont assez difficiles à obtenir. Il faut souligner le travail important de traduction qui a été effectué (articles de presse, communiqués de détenus, communiqués de soutiens et de groupes anti-carcéraux, etc.) et qui permet de mieux connaître, ici en France, les dynamiques récentes de l'autre côté des Alpes.

Conditions extrêmes et culture de résistance

Comme partout, en Italie, les prisons sont surpeuplées. Le nombre de personnes enfermées par taule dépasse largement la capacité initialement prévue, et l'État, dans la plus grande hypocrisie, présente cela comme un problème inattendu auquel il faudrait répondre par la construction de nouveaux établissements (qui conduira simplement à l'enfermement de plus de monde). La promiscuité carcérale accentue la difficulté des conditions de vie : conflits, troubles physiques et mentaux, etc. Le nombre de « suicides » dans les prisons italiennes a considérablement augmenté en 2024 en comparaison des années précédentes. Cette situation qui s'aggrave a semble-t-il favorisé le mouvement de contestation qui se répand cette année et se matérialise par des mutineries de plus en plus nombreuses, par leur fréquence, et le nombre de participant·e·s. Il faut souligner aussi le rôle de collectifs de soutien plus ou moins formels qui accompagnent la lutte des prisonnier·e·s depuis l'extérieur : le parloir sauvage devant la prison est une pratique très répandue en Italie, en témoignent les appels hebdomadaires sur l'ensemble du territoire à mener de pareilles actions (voir les quelques affiches ci-dessous).



Il serait difficile de dire quand le mouvement de révolte dans les taules italiennes commencent réellement. Cela fait plusieurs années que celles-ci sont régulièrement en proie aux flammes. Une mutinerie intervient par exemple le 9 avril 2024 à Spini, après une tentative de suicide qui met le feu aux poudres, là où en décembre 2023 déjà les prisonniers de cette même prison se rebellaient après la mort d'Indira, un codétenu. En 2020, durant le confinement, plusieurs prisons italiennes se soulèvent. L'État intervient violemment (les agents n'hésitant pas à tirer sur les prisonnier·e·s) causant 14 morts pendant le mouvement. Il y eu aussi l'année passée un vaste mouvement contre les mesures d'isolement et de torture blanche dans les prisons italiennes (la mesure 41bis), porté par la longue grève de la faim de l'anarchiste Alfredo Cospito et des actions de solidarité variées qui ont mis en lumière une réalité carcérale occultée. Enfin, les révoltes dans les CPR (l'équivalent des CRA en France) peuvent difficilement être passées sous silence : les luttes des « sans-papiers » enfermée·e·s ont permis ces dernières années la destruction concrète de plus de la moitié des places d'enfermement administratif. La vivacité des luttes contre la prison en Italie est donc indéniable, et l'été qui s'achève n'a été qu'intensification du processus. On a parlé de la révolte d'avril à la prison de Spini. Il y en a eu tant d'autres depuis que toutes les recenser ici paraît impossible. Voici quelques cas marquants qui sont parvenus à franchir les murs de la prison (et la frontière !), par le biais des détenus eux-mêmes, de réseaux de soutien, ou de médias qui n'ont pas pu taire des évènements souvent trop visibles pour être étouffés.



Le 27 juin, à la prison de Regina Coeli à Rome, environ 80 prisonniers détruisent des cellules, allument des incendies et affrontent les agents avec des armes bricolées, des bouts de métal ou des bâtons. Le 4 juillet, à Florence à la prison de Solliciano, deux sections entières sont provisoirement libérées de tout contrôle et incendiées. Encore une fois, c'est le suicide d'un détenu qui a déclenché l'émeute, dans une prison où les détenus se plaignent du manque d'eau, de la promiscuité, des punaises de lit...

Des mutineries comme une traînée de poudre (juillet-août)

Le 10 juillet, une révolte éclate à la prison de Mammagialla à Viterbo, suite à la mort d'un jeune prisonnier immigré, enfermé dans la salle commune. Le troisième étage du quartier D1 est entièrement détruit par les 50 insurgés, qui « se barricadent dans leurs sections et se défendent avec des bouteilles de gaz incendiaires contre les flics qui les attaquent ». La prison est encerclée par la police, les routes qui y mènent sont bloquées. La police vient à bout des mutins en employant gaz lacrymogènes et violences physiques. Et le même jour, au CPR de Gradisca d'Isonzo, les prisonniers de la « zone bleue » incendient celle-ci, une zone qui était déjà partie en fumée au mois de mai dernier. Des retenus montent sur les toits. Au cours des semaines suivantes, les émeutes se poursuivront dans la taule, accompagnées de rassemblements solidaires devant la prison, jusqu'au 11 août et l'évasion de deux prisonniers.



Le 11 juillet, une révolte éclate cette fois à la prison de Coroneo (Trieste) où sont enfermées 257 personnes dans une structure de 150 places. Une centaine de détenus protestent contre les conditions de détention, des mesures disciplinaires et des mauvais traitements infligés à un détenu par le directeur. La police anti-émeute intervient violemment et tire des gaz lacrymogènes. A l'extérieur, des personnes solidaires témoignent du balai des ambulances auquel elles assistent. Au moins 5 personnes sont emmenées en ambulance et **le lendemain, la nouvelle de la mort d'un détenu durant les affrontements est connue**. Ce même 11 juillet, une émeute a aussi lieu à la prison de Cuneo et six détenus sont emmenés à l'hôpital.

Le 12 juillet, la prison de Turin est le théâtre d'une révolte similaire, avec des incendies et des affrontements entre agents pénitentiaires et prisonniers. Certains détenus filment et diffusent ce qui se passe sur le réseau TikTok pour montrer leurs conditions de vie et expliquer le sens de leur révolte. Durant ces mêmes journées de juillet, un collectif de prisonniers de la prison de Brescia écrit un texte témoignant des conditions de détention. Les signataires proposent d'accélérer le processus de libérations anticipées, une règle qu'un récent décret a fragilisée. La question porte surtout sur la durée d'obtention de ces remises de peine, qui ne cesse de s'allonger. Les détenus exigent aussi l'application d'un article de loi (le 35 ter) obtenu après la condamnation de l'État italien par la Cour Européenne des droits de l'homme (CEDH). Cet article prévoit des réductions de peine automatiques pour les prisonnier·e·s enfermé·e·s dans des prisons en état de « surpopulation carcérale » et quelque soit leur comportement en détention. Autant dire que l'application de cet article concerne tout le monde étant donné la densité de population des prisons italiennes.

Le 21 juillet, trois mineurs incarcérés à Rome profitent d'une révolte impliquant une cinquantaine de prisonniers pour escalader les murs d'enceintes et s'évader de la prison Casal del Marmo. Les événements commencent vers 23 heures quand un détenu allume un feu de matelas. S'en suit une rixe entre détenus armés de bâtons et agents présents, jusqu'à environ 4 heures du matin. Deux évadés sont malheureusement retrouvés le lendemain par la police. La presse relate qu'en juin déjà une révolte avait éclaté dans la même structure, avec des incendies allumés.

Le 22 juillet, un groupe de prisonniers met le feu à des matelas à la prison de Gorizia, entraînant une vaste intervention pompiers-police et le transport d'une douzaine de personnes à l'hôpital – policiers comme prisonniers – à cause des épaisses fumées noires.

Quelques jours plus tard, le 25 juillet, au CPR de Ponte Galeria, une émeute est déclenchée. Des prisonniers montent sur les toits, incendient des matelas, cassent des portes et essaient de s'évader. **L'été dans les CPR italien est particulièrement animé par les révoltes, surtout depuis la mort de Belmaan Oussama**, un retenu algérien de 19 ans, tué au CPR de Palazzo San Gervasio le 8 juin. Ce jour-là, la révolte incendiaire dure plusieurs heures après la mort du jeune prisonnier. Face à la situation dans les CPR, le gouvernement italien envisage un durcissement des peines de prisons pour rébellion (et propose d'allonger celles-ci jusqu'à 6 ans de prison ferme) et poursuit son projet d'externalisation de la frontière : deux centres (italiens) de détention pour étranger·e·s doivent ouvrir en Albanie, un pays avec lequel l'Italie a signé un accord. De la sorte, l'État compte éloigner de son territoire les immigrant·e·s détenue·e·s administrativement et leurs possibles révoltes.

Le 2 août, c'est à la prison pour mineur·e·s de Turin que la révolte éclate. Les jeunes détruisent les bureaux de la direction et du personnel, et prennent le contrôle des radios des agents. Des cellules sont incendiées. La prison est encerclée par la police, avant intervention. A la nuit tombante, la salle de régie des caméras de surveillance est également brûlée, et la prison est contrôlée presque entièrement par les 50 mutins. Les pompiers qui tentent d'éteindre les incendies sont attaqués par les prisonniers en lutte. Une première intervention de police conduit à l'enfermement des révoltés dans les cellules qui n'ont pas brûlé. La presse relate qu'une fois arrêtés, les jeunes se saisissent de ce qu'ils peuvent, de chaises par exemple, pour attaquer de nouveau leurs gardiens. La deuxième manifestation de colère est elle aussi matée.

Le même soir, toujours à Turin, cette fois à la prison de Lorusso e Cutugno, un maton est contraint par un détenu armé d'une lame de donner les clés d'une section de la prison. Celle-ci est occupée puis incendiée par les 400 prisonniers en révolte de la prison. Selon des habitant·e·s du quartier interrogé·e·s par la presse italienne, cela faisait 10 jours que tous les soirs, les détenus manifestaient leur colère en tapant collectivement et à heure fixe sur les barreaux des fenêtres de leurs cellules.

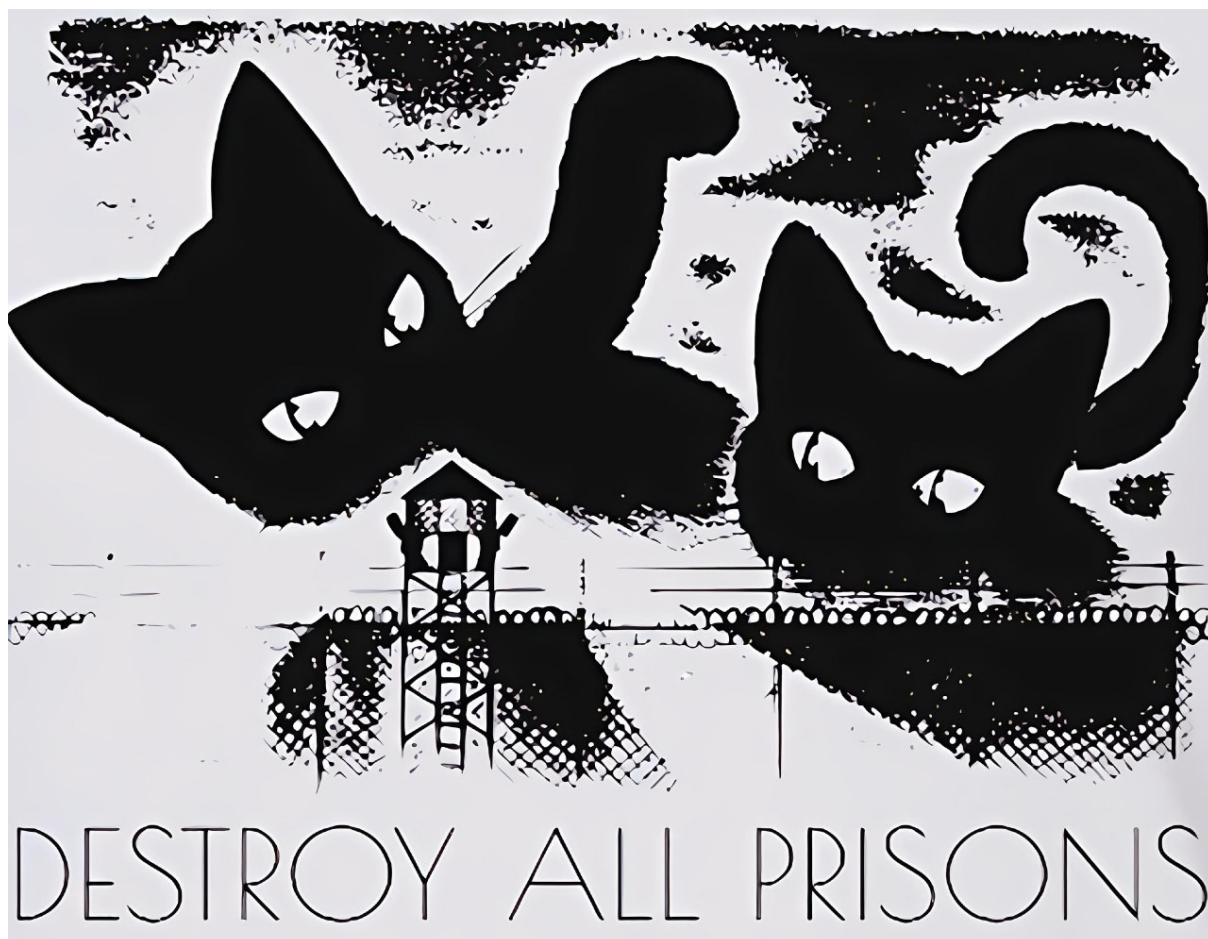
Le 8 août, à la prison Poggioreale de Naples, les détenus déploient depuis leurs fenêtres une banderole « Liberté et dignité » et manifestent bruyamment. Dans cette prison de 1200 places, plus de 2600 prisonniers doivent survivre dans des conditions terribles.

Le 15 août, une émeute éclate de nouveau à la prison de Turin. Dans l'après-midi, les détenus du pavillon B refusent de regagner leurs cellules, l'un d'eux met le feu à des matelas. Au pavillon C, les prisonniers dressent des barricades, détruisent les caméras et le système électrique. De l'huile est jetée dans les coursives pour perturber la progression des agents, et des feux sont aussi allumés. Six agents sont blessés et deux intoxiqués par les feux, qui ne se sont éteints que vers 2 heures du matin. Après ce nouvel événement à la prison de Turin, un syndicaliste de l'OSAPP

(Organisation Syndicale Autonome de la Police Pénitentiaire) déclare que depuis le début de l'année, il y a eu dans les prisons d'Italie quarante « attaques » de ce type, avec pour résultat une cinquantaine d'agents blessés. Toujours selon ce responsable, la prison de Turin serait en proie à une situation d'anarchie où les détenus auto-gèrent en partie la prison. La prise d'otage d'une infirmière à la prison de Bari trois jours plus tard et la prise de contrôle d'une aile de la taule par les détenus n'auront probablement pas rassurés les différents protagonistes de la répression.

A l'heure où j'écris ces lignes, l'agitation est à son comble et les débats animent la société italienne. Syndicats de matons et partis politiques de tous bords y vont de leurs propositions : recrutements massifs pour la police pénitentiaire, construction de nouveaux établissements pour lutter contre la surpopulation carcérale... Cependant, l'ampleur des révoltes amènent certain-e-s à envisager la libération d'un nombre important de détenu-e-s comme une solution possible à la crise politique. Courant août, le gouvernement a finalement fait voter une loi (le décret pénitentiaire) destinée à calmer l'« opinion publique » et à rétablir l'ordre, avec l'annonce de nouveaux postes dans la pénitentiaire et la simplification de certaines procédures de libération anticipée. Cette tentative politicienne changera-t-elle quelque chose à la situation ? C'est peu probable tant celle-ci est explosive. Tant qu'il y aura la prison, il y aura des insurrections à l'intérieur, et à l'extérieur où une solidarité combative est nécessaire. En Italie ces derniers mois, cette solidarité a consisté à faire sortir et connaître autant que possible les histoires des prisonnier-e-s, leurs conditions de vie, leurs solidarités, leurs initiatives, et à se rassembler autour des taules malgré la répression politique. Parloirs et concerts sauvages, courriers et parloirs, attaques contre les opérateurs de la machine à enfermer, propagande et information autonome... rien de bien nouveau en somme mais une détermination intacte, jusqu'à danser sur les cendres de la société carcérale !

De l'autre côté de la frontière, août 2024



Résistances, solidarités et actions contre la prison

Mois de mars, Athènes (Grèce) : contre le nouveau Code Pénal et le nouveau Code de procédure pénale, une série d'actions intervient dans la capitale grecque : dégradations et casse de supermarchés, de distributeurs de billets, et peinture contre les locaux d'un député.

19 avril, Rennes (Ile-et-Vilaine) : dans la nuit, les locaux du syndicat (de matons et de flics) Force Ouvrière sont éclatés à la masse.

26 avril, Concepción (Chili) : en soutien à « nos compas kidnappé.es dans les prisons de l'État chilien », des anarchistes dressent un barrage routier enflammé dans la rue et diffusent des tracts sur lesquels on peut lire : « Liberté pour les prisonnier.e-s mapuches. Liberté pour Francisco Solar et Mónica Caballero ».

27 avril, Noisseau (Val-de-Marne) : une manifestation contre la nouvelle prison de 800 places a lieu. La mobilisation est emmenée par des élu.e.s de tous bords politiques dont le discours n'est bien sûr pas anti-carcéral mais plutôt opposé à l'implantation d'une giga-prison sur leurs terres.

28 avril, prison de Vivonne (Vienne) : un prisonnier monte sur le toit pour obtenir un transfert que l'administration lui refuse. Les ERIS interviennent et tirent avec une munition bean-bag dans la tête du mutin, le blessant.

29 avril, Gradisca d'Isonzo (près d'Udine, Italie) : 3 prisonniers tentent de s'évader du CPR en sautant du toit. L'un d'eux se blesse en sautant mais les deux autres réussissent leur évasion. Ce sont les 20ème et 21ème évadés de ce centre de rétention depuis le début de l'année.

Avril-mai, région parisienne : différents architectes responsables de la conception de Centres de Rétention Administrative reçoivent des visites hostiles, à leur domicile où leurs locaux professionnels : tags, bris de vitres et courriers visibilisent leur responsabilité dans la société de l'enfermement.

En mai à Entraigues-sur-la-Sorgue (Vaucluse) : un cortège anti-carcéral est présent avec des tracts dans la traditionnelle manifestation du 1^{er} mai. Puis, des personnes vont camper sur un terrain tout proche du chantier de la nouvelle prison dont les travaux ont débutés. Des discussions ont lieu avec les ouvrier.e.s du chantier et les habitant.e.s de la zone. Des affiches anti-carcérales apparaissent le 20 mai sur ce même chantier, à la prison du Pontet et dans la commune.

En mai à Calais (Pas-de-Calais) : les entreprises du BTP Vinci, Eiffage et Spie, toutes connues pour leur implication dans la construction de prisons, voient leurs locaux calaisiens tagués et les serrures engluées. On peut lire sur leurs murs : « Mort aux constructeurs de prisons », « L'État enferme et tue, Eiffage collabore », « Feu aux prisons et aux CRA », « A bas toutes les taules », « Nik Vinci et tous les constructeurs de prisons », « Feu aux frontières ».

10 mai, Lille-Lesquin (Nord) : au CRA de Lesquin, après le visionnage collectif d'un match de football, des retenus refusent de rentrer en cellule. L'un d'eux parvient à dérober un badge à un flic, puis à s'enfuir du CRA en compagnie de 6 autres prisonniers.

11 mai, Sète (Hérault) : 10 prisonniers du CRA de Sète (28 places) s'évadent en passant par le toit. 4 sont rattrapés dans les jours qui suivent.

13 mai, Nouméa (Kanakya) : à la prison coloniale du Camp-Est, une révolte éclate en écho à l'insurrection en cours sur l'île. Des matons sont pris en otage, libérés quelques heures plus tard par le RAID. L'un des matons est grièvement blessé et transporté à l'hôpital. Malgré l'intervention des

forces spéciales, la révolte se poursuit. Dans la nuit du 14 au 15 mai, 60 cellules (sur 230) sont incendiées et saccagées. A l'extérieur, les incendies émeutiers provoquent des perturbations du système des bracelets électroniques. Le contrôle des 180 à 200 personnes sous bracelet sur l'île est perdu. De même, les détenus en semi-liberté sont nombreux à ne pas rentrer, et donc considérés comme évadés. De plus, afin de répondre à la crise en cours, l'État décide de libérer des prisonnier·e·s ou d'en déporter en France métropolitaine pour faire de la place en prison pour les émeutier·e·s bientôt condamné·e·s.

14 mai, prison de Domokos (Grèce) : le révolutionnaire Nikos Maziotis entame une grève de la faim pour accéder à ses droits, notamment médicaux, et pour protester contre des sanctions de l'administration pénitentiaire. Le 20 mai, il cesse son action après avoir obtenu ce qu'il voulait, à savoir l'abandon des sanctions et son transfert à l'hôpital.

28 mai, Gradisca d'Isonzo (près d'Udine, Italie) : une révolte éclate au CPR. Pendant plus de 3 heures, les prisonniers, sans-papiers menacés d'expulsion, affrontent la police munis d'extincteurs et de blocs de béton arrachés à la structure.

31 mai, Leipzig (Allemagne) : dans la nuit précédant le procès de deux personnes accusées de préparer une attaque contre les infrastructures ferroviaires allemandes, une voiture de la police fédérale est incendiée en « solidarité contre l'isolement ». Le communiqué conclue : « Feu et flamme pour la répression. Salutations à Benni, à ceux du Banc public et à toutes les personnes parties se mettre au vert ».

En juin, France : de nombreuses personnes, à Strasbourg, Paris, Toulouse, dans la Drôme, en région parisienne, etc. s'associent lors d'ateliers d'écritures pour envoyer massivement des courriers aux prisonnier·e·s palestinien·ne·s.

14 juin, Anvers (Belgique) : un prisonnier frappe un surveillant après des réprimandes sur son comportement. Direction l'hosto pour le maton, l'isolement pour le révolté.

22 juin, Vincennes (Val-de-Marne) : 14 prisonniers du CRA s'évadent en passant par le toit. La police s'en rendra compte seulement 24 heures plus tard en interpellant l'un des fuyards dans une rue de Paris.

9 et 12 juillet, Santiago (Chili) : des lycéen·e·s du lycée Manuel Barros Borgoño sortent dans la rue, dressent des barricades et affrontent la police avec des cocktails molotovs en solidarité avec des compagnon·ne·s arrêté·e·s et incarcéré·e·s dans le cadre d'une opération répressive visant le mouvement anarchiste chilien.

11 juillet, Californie (États-Unis) : 50 détenus dans une prison pour étranger·e·s entament une grève de la faim. Au 22 juillet, une dizaine de personnes poursuivaient toujours le mouvement, un mouvement de grèves collectives répandu dans différentes prisons étasuniennes (Pennsylvanie, Floride, et ailleurs).

17 juillet, Brême (Allemagne) : le siège du ministère fédéral de l'Intérieur est peinturluré, contre les expulsion du territoire, les extraditions, et plus généralement la répression qui visent les militant·e·s antifascistes.

6 août, Turin (Italie) : Une entreprise qui participe à la ré-ouverture et la future gestion du CPR de Turin est visée dans la nuit par des tags.

10 août, Carquefou (Loire-Atlantique) : près de la prison, un groupe de personnes tire des feux d'artifices et crient « crève la taule » en direction des prisonnier·e·s.

A CHAQUE TAULE SES CONCEPTEURS

La récente campagne d'actions « contre le business de l'enfermement et les centres de rétention » proposée au mois de mai dernier vient rappeler qu'une prison a, pour être construite et pour fonctionner, besoin de l'agir d'une multitude d'acteurs. La campagne s'inscrivait plus particulièrement dans la lutte contre la construction de centres de rétention administrative en France, car « l'État prévoit de construire 10 nouveaux CRA dans les années à venir, faisant passer les capacités d'enfermement de 1500 à 3000 places »¹. Le texte d'appel recense quelques-uns des profiteurs qui rendent possibles les prisons et les lois racistes :

- les entreprises qui font du business : boîtes de BTP, d'architectes, compagnies aériennes...
- ceux qui servent de caution humanitaire à l'enfermement : avocat-es, associations et organismes qui interviennent dans les CRA, unités médicales et de restauration...
- les secteurs publics qui servent les intérêts racistes de l'État : police, justice, administrations...

« En appelant à agir « Contre le business de la construction et de la gestion des CRA », c'est contre la logique même d'enfermement et de privation de liberté que nous luttons. Car à travers les différentes formes qu'il prend (taules, CRA, hôpitaux psychiatriques...), l'enfermement est toujours un instrument de l'État pour protéger l'ordre établi, et il cible souvent les mêmes groupes de personnes, que ce soit parce qu'ils n'ont pas les bons papiers ou parce qu'ils enfreignent des lois racistes et anti-pauvres, de toute façon faites contre elleux »

Au mois de mai dernier donc, certain-es ont « fait ce qu'il leur plaît » : signifier leur hostilité à des responsables et complices de l'enfermement administratif. Ce sont notamment des architectes de la région parisienne qui ont été pris pour cible : **Valero Gadan Architectes & Associés**, impliqué dans la construction du CRA d'Olivet, inauguré le 5 février 2024, **ACME Architecte & Conseil**, impliqué dans la construction à venir du CRA de Goussainville, **ECDM**, impliqué dans la reconstruction du CRA de Vincennes en 2010, détruit à la suite d'une révolte des retenus, **Renaud de La Noue Architecte**, impliqué dans la construction du CRA de Plaisir, inauguré en 2006². Leurs locaux et les halls des immeubles où vivent leurs patrons ont été tagués, les serrures des portes parfois sabotées avec de la colle, des vitres cassées. Des lettres ont aussi été envoyées aux adresses professionnelles et personnelles des architectes, ainsi qu'à leurs voisin-e-s, d'après la police. Car une instruction a été ouverte en lien avec ces actions, et le 29 mai une personne est interpellée à l'aéroport d'Orly puis placée en garde-à-vue : « Les chefs d'accusation retenus sont : association de malfaiteurs, menace de mort sous condition de, et refus de code pin ».³ L'ouverture d'une instruction signifie que la police enquête maintenant sur les différentes actions qui ont pu avoir lieu ces derniers mois contre les CRA et les boîtes qui y collaborent.

Lutter contre la construction de nouvelles prisons, qu'elles soient destinées aux « étrangers », aux « fous » ou aux « droits communs » n'est pas chose aisée tant c'est une fondation même de l'État qui est alors attaquée. Le travail de renseignement effectué autour des entreprises et individu-e-s qui contribuent aux constructions est précieux, car il permet de mettre à nu la chaîne de production de la nouvelle taule, et d'éventuellement établir quels en sont ses points faibles. Régulièrement, les

1 Contre le business de l'enfermement et les centres de rétention, en mai, fais ce qu'il te plaît, 17 avril 2024, paris-luttes.info

2 Archis racistes : dures semaines pour les concepteurs de CRA, 24 mai 2024, paris-luttes.info

3 Des nouvelles de l'instruction en cours sur les luttes contre les constructions de CRA : mise en examen, placement en rétention, association de malfaiteurs, 16 juin 2024, paris-luttes.info

multinationales du BTP comme Vinci, Eiffage, Spie, impliquées presque systématiquement dans la construction des taules sont visées par des attaques. Ce fut le cas en mai à Calais où en réponse à l'appel à lutter contre les boîtes collabos, les locaux de ces trois entreprises ont été tagués et les serrures gluées⁴. Ces multinationales sont visées de partout à travers le monde, ce qui entache leur réputation et permet de se solidariser au-delà des frontières avec des complices en ayant des cibles communes. Mais il faut reconnaître que ces entreprises sont si puissantes que les quelques piqûres reçues, aussi incendiaires soient-elles, ne les font pas renoncer à leurs projets d'enfermement. Il y a probablement trop d'argent en jeu. Si on se place dans une optique stratégique, et si parmi les causes qui poussent à agir, il y a l'envie que les constructions de taules ne se réalisent pas ou soient empêchées le plus possible, alors la possibilité de s'en prendre à des entreprises plus petites et dont le rôle est tout aussi décisif que les grosses boîtes dans la construction apparaît. Les cabinets d'architectes, seuls à même de concevoir les plans de la prison, ont par exemple les reins bien moins solides économiquement que telle ou telle multinationale du BTP. Leurs locaux sont souvent beaucoup moins protégés, faute de moyens, et leurs intérêts économiques regroupés dans quelques chantiers, selon la taille de l'entreprise. Aussi, les architectes tiennent à leur réputation, qui doit rester bonne pour continuer de décrocher des contrats.

Au début des années 90 déjà, au moment où l'État français organise la construction de nouvelles taules dans le cadre du « Programme 13 000 », et dans un contexte de mutineries à répétition dans les prisons françaises, certain·e·s font le choix de s'en prendre aux architectes. Le 23 février 1990, « *l'architecte Christian Demonchy tombe dans une embuscade sur le parcours qu'il emprunte habituellement pour se rendre au travail. Deux d'entre-nous le rouent copieusement de coups sous le regard des passants [...] ce personnage falot œuvre au Cabinet Janet-Demonchy à la conception des prisons de la zone Nord dans le cadre du programme Chalandon. Peu après, nous informons par courrier les autres concepteurs responsables du projet de ce que peuvent coûter de tels agissements afin qu'ils ne feignent plus de l'ignorer* »⁵. Le groupe à l'origine de l'action, Os Cangaceiros, ne limitera pas son action aux seuls architectes, et organisera par exemple la divulgation des plans et des fiches techniques des nouvelles prisons, dérobés chez les concepteurs⁶. Les documents sont envoyés massivement par la poste aux riverain·e·s des futurs bâtiments. La campagne contre le plan Prison de l'époque s'accompagne de divers sabotages : incendies des locaux et des véhicules des sous-traitants, dégradations à l'acide, ciblage des installations électroniques des entreprises en charge des constructions, etc. actions souvent revendiquées par des textes eux-mêmes diffusés par courrier.⁷

Si ces actions ne conduisent pas à l'arrêt des projets d'enfermement, elles permettent par contre de mettre en lumière les responsables humains de ces derniers, et peut-être de leur faire sentir qu'on ne peut perpétuer l'ordre carcéral en toute impunité ; tant qu'il y aura des prisons et leurs concepteurs et bâtisseurs de malheur quelque part, inévitablement, il y aura des attaques, des vengeances. **Les archis dans le viseur pour un monde meilleur !**

Zacharie Poste,
août 2024

4 Ravèlement de façades contre les boîtes collabo des taules à Calais, 29 mai 2024, lille.indymedia.org

5 13 000 belles, Os Cangaceiros, archivesautonomies.org

6 quelques exemples dans les pages suivantes

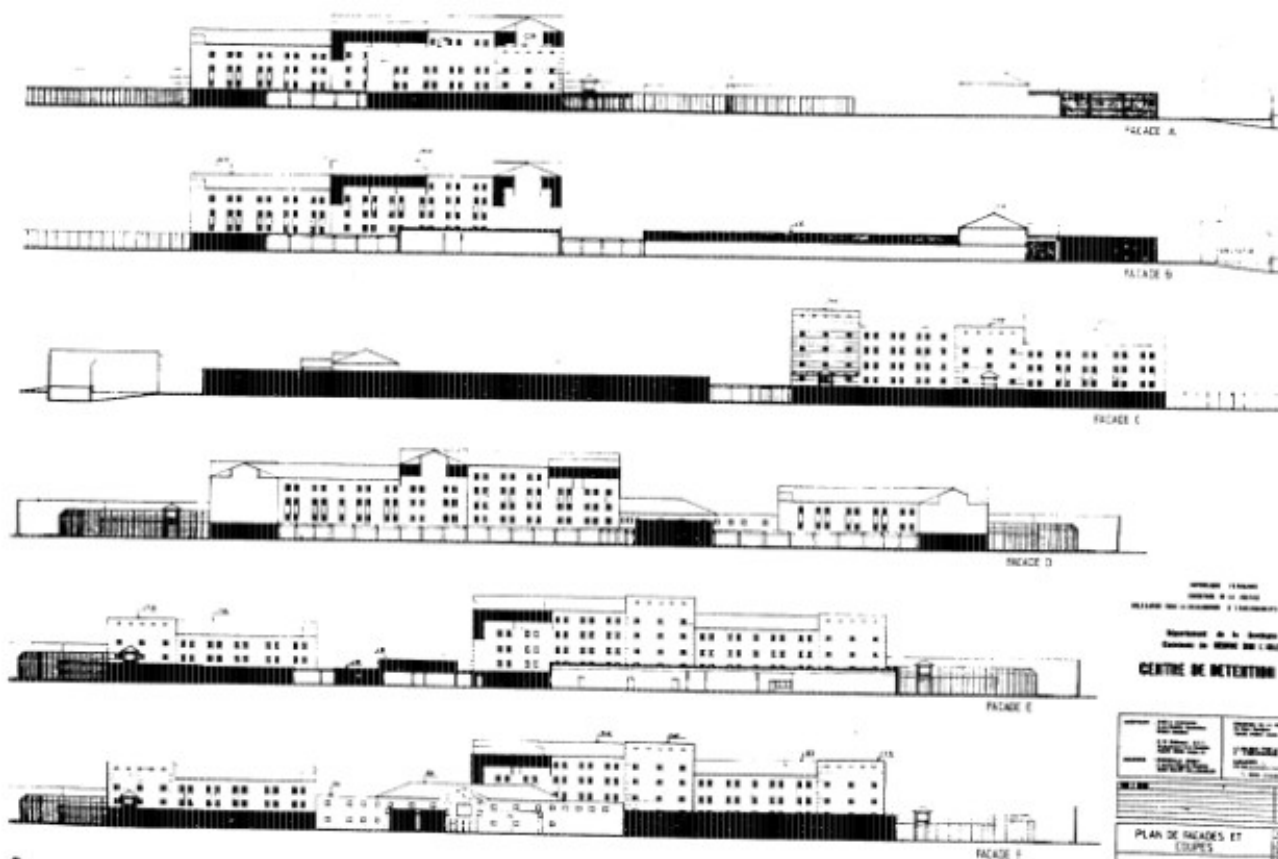
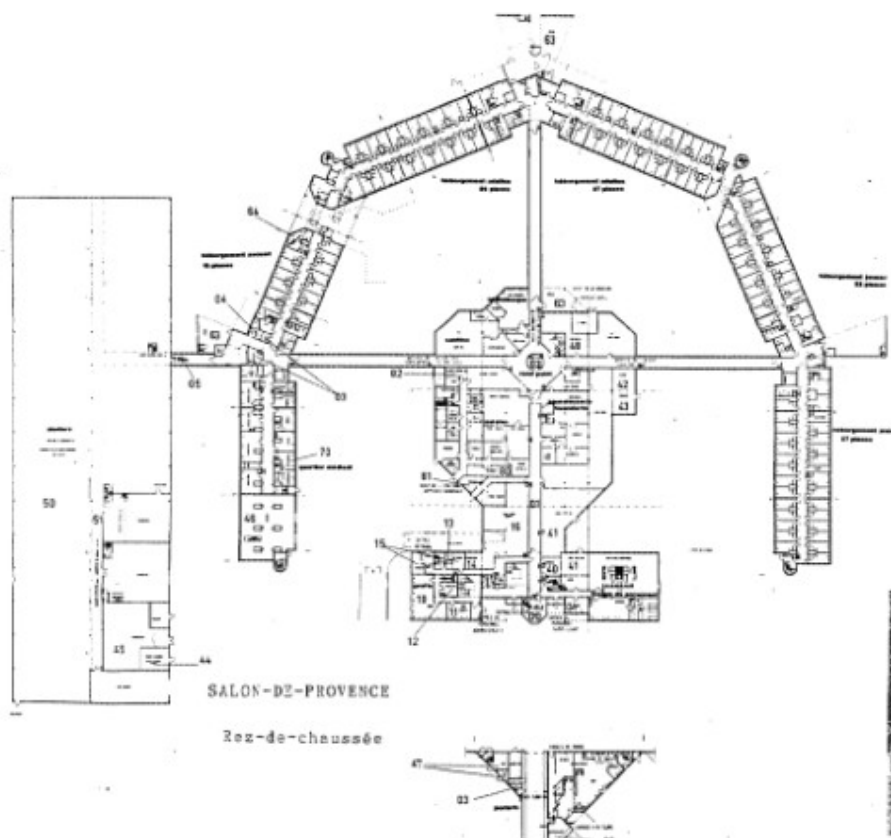
7 Le livre *Du fric ou on vous tue*, (2023) par Alèssi Dell'Umbria, aux éditions des mondes à faire, retrace l'histoire du groupe Os Cangaceiros.

NOVEMBRE 1990



07-10		PAGE
10	LIMITE DE VIE - DETAILS	90
08-10		6
DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION		







**“VALE MÁS UN
INSTANTE DE
VIDA VERDADERA
QUE AÑOS
VIVIDOS EN UN
SILENCIO DE
MUERTE”**

MIJAIL BAKUNIN

EL COMPAÑERO
ANARQUISTA
FRANCISCO SOLAR
FUE DETENIDO EL
2020 Y CONDENADO A
86 AÑOS DE PRISIÓN
POR DISTINTOS
ATAQUES EXPLOSIVOS
CONTRA PODEROSOS Y
REPRESORES.

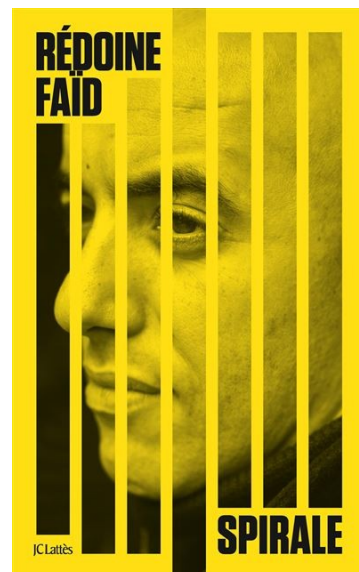
GENDARMERÍA PRETENDE
ENCERRARLO EN UN RÉGIMEN DE
AISLAMIENTO CON RESTRICCIÓN
DE VISITAS, ENCOMIENDAS Y UN
ENDURECIMIENTO DE LAS
CONDICIONES CARCELARIAS
TOTALMENTE EXCEPCIONALES.
NO PERMANEZCAMOS INDIFERENTES
ANTE LA VENGANZA DEL PODER
QUE BUSCA SEPULTARLO EN VIDA.

**¡SAQUEMOS AL
COMPAÑERO FRANCISCO
SOLAR
DEL AISLAMIENTO!**

LECTURES ...

Rédoine Faïd, *Spirale*, 2023

« La prison a changé ces vingt dernières années. En pire. Les organismes de contrôle contre la torture, les médecins travaillant en détention, les défenseurs des droits de l'homme, le médiateur de la République ne sont que des leurres, car ils font croire à leur corps défendant qu'ils sont un contrepoids aux dérives du système. Un passage à Fresnes permet de comprendre combien la France n'est plus ce pays des droits de l'homme loué dans le monde entier. Une grande partie des détenus dans cette maison d'arrêt finissent par perdre leur santé mentale. Le personnel pénitentiaire aussi. La norme de l'ennui et la promiscuité attaquent tout être humain normalement constitué. La machine à broyer de Fresnes, c'est le QHS. Il ne m'inspire que de la fureur. Rares – très rares – sont les mecs qui en ressortent indemnes. Ici, on te casse les plus coriaces. Ici, tu entends les lamentations derrière les portes de cellule lorsque tu les frôles. Ici, tu sens l'odeur de la mort. » (extrait page 146)



Jackie Wang, *Capitalisme carcéral*, 2019

« Jackie Wang pose une question cruciale pour comprendre ce qui se passe actuellement aux États-Unis : comment un réseau carcéral et des appareils de répression policiers s'articulent-ils à la violence de l'économie et du racisme ? S'agit-il de la continuation directe, sous un autre visage, du système d'esclavage qui perdura jusqu'au XIXe siècle et sur lequel se sont fondés les États-Unis d'Amérique ? Est-ce un système de gestion des populations « surnuméraires », déclassées dans l'impossible course à l'American Dream du fait de leur position dans la hiérarchie sociale ? Les nouvelles formes de contrôle n'ont pas pour seul objet de mettre au pas les gens de couleur, mais aussi de les exploiter et d'en tirer profit en les enfermant dans le cercle vicieux de la dette. Au cloisonnement racialisé des populations s'ajoutent de nouveaux dispositifs comme les bracelets connectés ou les algorithmes de prédiction des crimes, qui font des villes de véritables prisons à ciel ouvert. Ce livre nous plonge au cœur de l'enfer du capitalisme américain, de ses logiques sécuritaires et de ses processus de racialisation des corps. »

Brochure : petit carnet pour faire face à la prison, 2024

« L'idée de ce carnet provient d'une réflexion collective contre l'enfermement, quel qu'il soit, même si nous parlons ici de la prison en particulier. On souhaite que cet outil soit une façon de faciliter le soutien de personnes incarcérées. Il est pensé pour être rempli individuellement tout en étant destiné à être lu par les personnes qui sont dehors et leur permettre de réagir au mieux, surtout dans les premiers moments d'incarcération où la communication peut être inexistante. [...] on voudrait que ce carnet puisse aussi servir de base de discussion pour développer un rapport à l'incarcération qui puisse être collectif et partagé. Une manière de s'y confronter en amont, avant d'être "au pied du mur" et ainsi se donner des billes ensemble pour se sentir plus fort.e. On voudrait que cette réflexion et approche de la taule puisse participer à atténuer la peur de l'incarcération, pour se sentir moins isolé.e. »





Les drones militaires bourdonnent parmi les étoiles et les nuages. Un soldat, des milliers des kilomètres au loin, cherche des cibles à tuer, les émotions bien éloignées des vies qu'il prend. Une apathie grandissante face à la brutalité du présent et la propagande d'état qui s'invoque d'elle-même sur nos écrans. L'eau et la terre sont des marchandises de plus en plus convoitées. Comme les caverneuses fosses des mines de charbon, nous sommes vidées et évidées afin de maintenir la culture de la vacuité du capitalisme. L'empathie, l'attention aux autres et l'amour qui maintiennent nos communautés soudées subissent les attaques d'un mode de vie individualisé où chacun·e ne fait attention qu'à soi.

Qu'est qui a changé depuis l'année dernière au moment où nous posons les yeux sur ce texte ?

Une surveillance accrue, un renforcement de la répression et de la criminalisation des communications chiffrées, les flammes de la guerre et du génocide, la continuation de la profanation de la Terre. Le monde regarde avec un mélange d'horreur et d'apathie tandis que le nombre de morts augmente à Gaza et que l'invasion de l'Ukraine entre dans sa 3e année. Près de 10 000 prisonnier·es palestiniens sont attaché·es à des lits, torturés et battu·es à mort, retenus en otages dans des conditions brutales dans les prisons israéliennes. Au Soudan, des dizaines de milliers de personnes ont été tuées et des millions de déplacé·es font face à une famine extrême tandis que la guerre civile atteint son 16e mois. En Birmanie, la réussite résistante militante au coup d'état militaire est en train d'être transformé par l'armée en une guerre civile avec de nombreuses victimes civiles tandis que les troupes du régime ont de plus en plus recourt à une stratégie de terre brûlée.

Pour ceux d'entre nous qui vivent sous la fragile « paix » néo-libérale, il est attendu que nous prenions des positions politiques vide de sentiment humain ou d'actions concrètes. Comment briser le voile artificiel construit pour faire apparaître les « zones de guerre » dans un monde au loin, quand les cargaisons d'armes et la toile des diasporas racontent une autre histoire ? Comment reprendre notre humanité et notre agentivité, comprendre l'urgence et donner de l'espace pour ressentir, faire le deuil et agir, se tenir debout, main dans la main contre cette monstruosité ? Et

comment maintenir le tissu d'une résistance qui défie les cycles de l'actualité et la politique des états-nations, reconnaît les combats pour la survie et la libération contre les colonisations en cours et l'extractivisme, qui ont lieu dans le monde entier en dehors des projecteurs médiatiques ?

Qu'est qui doit être fait ? Nous tâtonnons avec ces questions. L'empathie et la solidarité sont les meilleurs remèdes contre les réalités actuelles auxquelles nous faisons face. L'empathie et la solidarité sont ce pourquoi nous sommes-là – nos cœurs enlaçant ces mots. Nous choisissons de partager le poids du chagrin et de marcher vers l'action dans le tissu de résistance qui a été cousu à travers les âges sur cette terre. N'est pas notre aspiration vers les forces de l'attention, de la création et de la destruction qui nous réunit autour de nos feux ? N'est ce pas parce que nous voulons comprendre et accueillir la douleur de chacun·e et rechercher la liberté en-dehors de l'oppression que nous montrons notre solidarité avec les compas qui subissent le poids de la répression ?

Il y a trop d'atrocités, trop de beaux esprits pris à ce monde pour porter le deuil pour chacun. Parmi le carnage vivent les esprits de ceux qui résistent contre cet ordre hégémonique, contre les rouleaux compresseurs du génocide et du colonialisme. C'est elleux qui, tout au long de cette année, ont choisis de ne pas ignorer les forces qui s'attaquent à la vie libre. De nombreux·ses ont choisi de recevoir ses forces les poings serrés, un sourire d'une joue à l'autre. Je suis certain·e que vous partagez cela aussi, peut-être pas souriant·e, mais nous y sommes à nouveau. Avec le temps, avec la force et la patience, nous étendons nos constellations, nous renforçons et tissons de nouveaux réseaux, suivant les cycles de la terre, nous changeons, grandissons et apprenons.

Avec force nous lançons cet appel à l'action pour une semaine de solidarité avec les prisonnier·es anarchistes. Que nos mots ne meurent pas dans nos bouches, mais que nos idées et actions se réalisent.

Organisons des événements de solidarité, des projections de films, des lâchers de bannières, des cercles de discussions, des sabotages, des émissions de radio, de l'écriture de lettres... Soyons créatifs !

Souvenons-nous de ceux qui se sont battus contre l'injustice et l'ont payés avec leurs vies. Ne laissons pas nos compas en prison être oublié·es et montrons-leur la chaleur de la solidarité ! Personne n'est libre tant que tout le monde n'est pas libre !

Envoyez nous vos événements et actions à [tillallarefree](mailto:tillallarefree@riseup.net) chez riseup.net.

Appel traduit depuis <https://solidarity.international/>, publié le 1^{er} août sur Indymedia Lille.

S'INFORMER SUR LES LUTTES CONTRE LA PRISON

attaque.noblogs.org

lenvolee.net

abaslescra.noblogs.org

carapatage.noblogs.org

dingueries.noblogs.org

reseaumutu.info



SEMAINE
INTERNATIONALE de
SOLIDARITÉ
avec les
PRISONNIÈR-E-S
ANARCHISTES

23-30 Août

